

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202001]

23 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant temporairement certains agents du Service public de Wallonie à déroger à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, l'article 10, § 4;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Pêche, donné le 18 novembre 2016;

Vu le rapport du 20 mars 2017 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche;

Sur la proposition du Ministre de la Nature et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 27 mars 2014 : le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche;

3° la Direction générale : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

4° le Service : le Service de la Pêche de la Direction de la Chasse et de la Pêche du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie.

Art. 2. Dans un but pédagogique, dans le cadre d'actions d'élevage et d'empoisonnements à caractère patrimonial ou dans le cadre d'actions de sauvetage de poissons et d'écrevisses, à des fins sanitaires ou encore dans un but scientifique, les agents du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale bénéficient d'une dérogation aux articles 3 à 6, 8 à 10 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 en vue de pouvoir :

1° pêcher à l'électricité, pêcher à l'aide de filets, pêcher à la main, ainsi qu'utiliser des pièges ayant pour but de capturer vivants des poissons et des écrevisses;

2° capturer toute l'année, de jour comme de nuit, toute espèce de poissons et d'écrevisses, y compris celles dont la pêche est interdite, et ce en tout lieu dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014;

3° conserver vivant tout spécimen d'espèces de poissons et d'écrevisses capturé, quelle que soit sa taille, le temps nécessaire à son examen ou son sauvetage;

4° prélever toute l'année, de jour comme de nuit et quels qu'en soient le nombre et la taille, des spécimens de toute espèce de poissons et d'écrevisses.

Art. 3. Dans un but pédagogique, dans le cadre d'actions de sauvetage de poissons et d'écrevisses ou encore dans un but scientifique, les agents du Département de l'Etude du milieu naturel et agricole de la Direction générale bénéficient d'une dérogation aux articles 3 à 6, 8 à 10 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 en vue de pouvoir :

1° pêcher à l'électricité, pêcher à l'aide de filets, pêcher à la main, ainsi qu'utiliser des pièges ayant pour but de capturer vivants des poissons et des écrevisses;

2° capturer toute l'année, de jour comme de nuit, toute espèce de poissons et d'écrevisses, y compris celles dont la pêche est interdite et ce, en tout lieu dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques;

3° conserver vivant tout spécimen d'espèces de poissons et d'écrevisses capturé, quelle que soit sa taille, le temps nécessaire à son examen ou son sauvetage.

Art. 4. Dans le cadre d'actions de sauvetage de poissons et d'écrevisses ou dans un but scientifique, les agents de la Direction des Cours d'eau non navigables du Département de la Ruralité et des Cours d'eau de la Direction générale bénéficient d'une dérogation aux articles 3 à 6, 8 à 10 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, en vue de pouvoir :

1° pêcher à l'électricité et utiliser des pièges ayant pour but de capturer vivants des poissons et des écrevisses;

2° capturer toute l'année, de jour comme de nuit, toute espèce de poissons et d'écrevisses, y compris celles dont la pêche est interdite et ce, en tout lieu dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014;

3° conserver vivant tout spécimen d'espèces de poissons et d'écrevisses capturé, quelle que soit sa taille, le temps nécessaire à son examen ou son sauvetage.

Art. 5. Dans le cadre d'actions de sauvetage de poissons et d'écrevisses, en appui aux agents visés aux articles 1^{er} à 3, les agents des Départements des Voies hydrauliques de l'Escaut, de Namur et de Liège de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques bénéficient d'une dérogation aux articles 3 à 6, 8 à 10 et 12 à 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016, en vue de pouvoir :

1° pêcher à l'aide de filets;

2° capturer toute l'année, de jour comme de nuit, toute espèce de poissons et d'écrevisses, y compris celles dont la pêche est interdite, en tout lieu dans les voies hydrauliques.

Art. 6. Les agents visés aux articles 2 à 5 bénéficient de la dérogation prévue par le présent arrêté exclusivement dans le cadre de la réalisation d'une mission de leur Département, dont le Service aura été informé au moins quinze jours à l'avance, sauf urgence dûment justifiée par leur Département.

Sur avis du Service, le directeur général de la Direction générale peut s'opposer à l'exécution de cette mission ou demander un aménagement de cette mission, s'il estime que la mission met inutilement en péril les populations de poissons et d'écrevisses.

Le Service peut demander qu'il soit rendu compte de données recueillies à l'occasion de cette mission, dans le but d'améliorer les connaissances sur l'état des populations de poissons et d'écrevisses.

Le Service communique pour information à la fédération de pêche agréée concernée les données relatives aux populations de poissons et d'écrevisses recueillies par les agents visés aux articles 2 à 5 dans le cadre des missions que ceux-ci mènent et qui ont nécessité le bénéfice de la dérogation prévue par le présent arrêté.

Art. 7. Parmi les agents visés aux articles 2 à 4, seuls ceux qui ont préalablement suivi une formation spécifique pour la pêche à l'électricité peuvent pratiquer ce type de pêche.

Art. 8. Avant que les agents visés aux articles 2 à 5 ne capturent des poissons et des écrevisses dans les eaux soumises au décret du 27 mars 2014, leurs Départements respectifs veillent à en informer préalablement la fédération de pêche agréée et le gestionnaire du cours d'eau concernés.

Lorsque les captures de poissons et d'écrevisses ont lieu dans une voie hydraulique, le gestionnaire de celle-ci peut s'y opposer pour des raisons de sécurité.

Si les agents du Département de la Nature et des Forêts de la Direction générale prélèvent des poissons et écrevisses dans les eaux visées à l'article 4 du décret du 27 mars 2014, ce Département sollicite préalablement l'accord des titulaires du droit de pêche concernés.

Art. 9. Le présent arrêté est d'application pour les années 2017, 2018 et 2019.

Art. 10. Le Ministre qui a la Pêche dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur le 23 mars 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/202001]

23. MÄRZ 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den bestimmten Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zeitweilig erlaubt wird, von dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs abzuweichen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen, Artikel 10 § 4;

Aufgrund der am 18. November 2016 abgegebenen Stellungnahme des Wallonischen hohen Rats für den Fischfang ("Conseil supérieur wallon de la Pêche");

Aufgrund des Berichts vom 20. März 2017, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur und ländliche Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 27. März 2014: das Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs;

3° Generaldirektion: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

4° Dienst: der Fischereidienst der Direktion des Jagdwesens und des Fischfangs der Abteilung Natur und Forstwesen der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Art. 2 - Zu pädagogischen Zwecken, im Rahmen von Zucht- und Besatzmaßnahmen aus Erhaltungsgründen oder von Aktionen zur Rettung von Fischen und Krebsen, zu Gesundheitszwecken oder auch zu wissenschaftlichen Zwecken wird den Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion eine Abweichung von den Artikeln 3 bis 6, 8 bis 10 und 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 gewährt, mit dem Ziel:

1° den Fischfang unter Einsatz von elektrischem Strom, mit Fangnetzen und mit der Hand ausüben zu dürfen, sowie Fallen zum Fang von lebenden Fischen und Krebsen benutzen zu dürfen;

2° über das ganze Jahr hinweg, bei Tag und bei Nacht, jegliche Fisch- und Krebsart, auch diejenige, deren Fang verboten ist, fangen zu dürfen, und zwar in allen Gewässern, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen;

3° jegliches gefangene Exemplar einer Fisch- und Krebsart, ungeachtet seiner Größe, während der Zeit, die zu seiner Untersuchung oder seiner Rettung erforderlich ist, lebend aufbewahren zu dürfen;

4° das ganze Jahr über, bei Tag und bei Nacht, und ungeachtet ihrer Anzahl und ihrer Größe, Exemplare jeglicher Fisch- und Krebsart entnehmen zu dürfen.

Art. 3 - Zu pädagogischen Zwecken, im Rahmen von Aktionen zur Rettung von Fischen und Krebsen, oder auch zu wissenschaftlichen Zwecken wird den Bediensteten der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs der Generaldirektion eine Abweichung von den Artikeln 3 bis 6, 8 bis 10 und 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 gewährt, mit dem Ziel:

1° den Fischfang unter Einsatz von elektrischem Strom, mit Fangnetzen und mit der Hand ausüben zu dürfen, sowie Fallen zum Fang von lebenden Fischen und Krebsen benutzen zu dürfen;

2° über das ganze Jahr hinweg, bei Tag und bei Nacht, jegliche Fisch- und Krebsart, auch diejenige, deren Fang verboten ist, fangen zu dürfen, und zwar überall in den Gewässern, die dem Dekret vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen unterliegen;

3° jegliches gefangene Exemplar einer Fisch- und Krebsart, ungeachtet seiner Größe, während der Zeit, die zu seiner Untersuchung oder seiner Rettung erforderlich ist, lebend aufbewahren zu dürfen.

Art. 4 - Im Rahmen von Aktionen zur Rettung von Fischen und Krebsen oder zu wissenschaftlichen Zwecken wird den Bediensteten der Direktion der nicht schiffbaren Wasserläufe der Abteilung ländliche Angelegenheiten und Wasserläufe der Generaldirektion eine Abweichung von den Artikeln 3 bis 6, 8 bis 10 und 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 gewährt, mit dem Ziel:

1° unter Einsatz von elektrischem Strom fischen zu dürfen und Fallen zum Fang von lebenden Fischen und Krebsen benutzen zu dürfen;

2° über das ganze Jahr hinweg, bei Tag und bei Nacht, jegliche Fisch- und Krebsart, auch diejenige, deren Fang verboten ist, fangen zu dürfen, und zwar überall in den Gewässern, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen;

3° jegliches gefangene Exemplar einer Fisch- und Krebsart, ungeachtet seiner Größe, während der Zeit, die zu seiner Untersuchung oder seiner Rettung erforderlich ist, lebend aufbewahren zu dürfen.

Art. 5 - Im Rahmen von Aktionen zur Rettung von Fischen und Krebsen und zur Unterstützung der in den Artikeln 1 bis 3 erwähnten Bediensteten wird den Bediensteten der Abteilungen Wasserwege der Schelde, Namur und Lüttich der operativen Generaldirektion Mobilität und Wasserwege eine Abweichung von den Artikeln 3 bis 6, 8 bis 10 und 12 bis 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 gewährt, mit dem Ziel:

1° mit von Fangnetzen fischen zu dürfen;

2° über das ganze Jahr hinweg, bei Tag und bei Nacht, jegliche Fisch- und Krebsart, auch diejenige, deren Fang verboten ist, überall in den Wasserwegen fangen zu dürfen.

Art. 6 - Den in den Artikeln 2 bis 5 erwähnten Bediensteten wird die im vorliegenden Erlass vorgesehene Abweichung ausschließlich im Rahmen der Erfüllung einer Aufgabe ihrer Abteilung, über die der Dienst mindestens fünfzehn Tage im Voraus informiert sein wird, gewährt, es sei denn, ein von ihrer Abteilung ordnungsgemäß begründeter Notfall liegt vor.

Auf Empfehlung des Dienstes kann der Generaldirektor der Generaldirektion sich der Ausführung dieser Aufgabe widersetzen oder deren Anpassung verlangen, wenn er der Meinung ist, dass die Aufgabe die Fisch- und Krebsbestände unnötig gefährdet.

Der Dienst kann verlangen, dass über die anlässlich dieser Aufgabe gesammelten Daten Bericht erstattet wird, um die Erkenntnisse über den Zustand der Fisch- und Krebsbestände zu verbessern.

Der Dienst übermittelt zur Information dem betroffenen zugelassenen Fischereiverband die Daten in Bezug auf die Fisch- und Krebsbestände, die die in den Artikeln 2 bis 5 erwähnten Bediensteten im Rahmen der von ihnen mithilfe der im vorliegenden Erlass vorgesehenen abweichenden Genehmigung erfüllten Aufgaben gesammelt haben.

Art. 7 - Unter den in den Artikeln 2 bis 4 erwähnten Bediensteten dürfen nur diejenigen, die vorab eine spezifische Ausbildung in Sachen Elektrofischerei absolviert haben, diese Art Fischerei ausüben.

Art. 8 - Bevor die in den Artikeln 2 bis 5 genannten Bediensteten Fische und Krebse in den Gewässern fangen, die dem Dekret vom 27. März 2014 unterliegen, achten ihre jeweiligen Abteilungen darauf, dass der betroffene zugelassene Fischereiverband und der Bewirtschafter des Wasserlaufs jeweils darüber informiert werden.

Wenn die Fisch- und Krebsfänge in einer Wasserstraße stattfinden, kann sich der deren Verwalter den Fangmaßnahmen aus Sicherheitsgründen widersetzen.

Entnehmen die Bediensteten der Abteilung Natur und Forstwesen der Generaldirektion Fische und Krebse in den Gewässern im Sinne von Artikel 4 des Dekrets vom 27. März 2014, so beantragt diese Abteilung die vorherige Zustimmung der betroffenen Inhaber des Fischereirechts.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Jahre 2017, 2018 und 2019.

Art. 10 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Fischfang gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. März 2017

Der Ministerpräsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202001]

23 MAART 2017. — Besluit van de Waalse Regering waarbij sommige ambtenaren van de Waalse Overheidsdienst tijdelijk worden toegelaten af te wijken van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, inzonderheid op artikel 10, § 4;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur wallon de la Pêche » (Waalse Hoge Visraad), gegeven op 18 november 2016,

Gelet op het rapport van 20 maart 2017 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst;

Op de voordracht van de Minister van Natuur en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° decreet van 27 maart 2014 : het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren;

2° het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 : het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 betreffende de voorwaarden voor de opening en de nadere regels voor de beoefening van de visvangst;

3° het Directoraat-generaal : het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

4° de Dienst: de Dienst Visvangst de Directie Jacht en Visvangst van het Departement Natuur en Bossen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 2. Met het oog op pedagogische doeleinden, in het kader van teelt- en visuitzettingsacties met een erfgoedkarakter of in het kader van reddingsacties van vissen en kreeften, voor sanitaire doeleinden of met een wetenschappelijk doel, kunnen de ambtenaren van het Departement Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal in aanmerking komen voor een afwijking van de artikelen 3 tot 6, 8 tot 10 en 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 met het oog op :

1° de elektrische visvangst, de visvangst met netten, de visvangst met de hand, alsook het gebruik van vallen om levende vissen en kreeften te vangen;

2° de vangst, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, van alle soorten vissen en kreeften, met inbegrip van de soorten waarvan de vangst verboden is, op alle plaatsen in de waterlopen die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen;

3° het levend behoud van alle gevangen soorten vissen en kreeften, ongeacht de grootte ervan, voor de tijd die nodig is voor het onderzoek of de redding ervan;

4° het ontnemen, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, ongeacht het aantal en de grootte ervan, van specimens van alle soorten vissen en kreeften.

Art. 3. Met het oog op pedagogische doeleinden, in het kader van reddingsacties van vissen en kreeften of met een wetenschappelijk doel, komen de ambtenaren van het Departement Onderzoek naar het Natuurlijk en Landbouwmilieu van het Directoraat-generaal in aanmerking voor een afwijking van de artikelen 3 tot 6, 8 tot 10 en 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 met het oog op :

1° de elektrische visvangst, de visvangst met netten, de visvangst met de hand, alsook het gebruik van vallen om levende vissen en kreeften te vangen;

2° de vangst, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, van alle soorten vissen en kreeften, met inbegrip van de soorten waarvan de vangst verboden is, op alle plaatsen in de waterlopen die onder het decreet van 27 maart 2014 betreffende de riviervisserij, het visbeleid en de visserijstructuren, vallen;

3° het levend behoud van alle gevangen soorten vissen en kreeften, ongeacht de grootte ervan, voor de tijd die nodig is voor het onderzoek of de redding ervan.

Art. 4. In het kader van reddingsacties van vissen en kreeften of met een wetenschappelijk doel, komen de ambtenaren van de Directie onbevaarbare waterlopen van het Departement Landelijke Aangelegenheden en Waterlopen van het Directoraat-generaal in aanmerking voor een afwijking van de artikelen 3 tot 6, 8 tot 10 en 12 tot 14 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2016 met het oog op :

1° de elektrische visvangst en het gebruik van vallen om levende vissen en kreeften te vangen;

2° het vissen, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, van alle soorten vissen en kreeften, met inbegrip van de soorten waarvan de vangst verboden is, op alle plaatsen in de waterlopen die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen;

3° het levend behoud van alle gevangen soorten vissen en kreeften, ongeacht de grootte ervan, voor de tijd die nodig is voor het onderzoek of de redding ervan.

Art. 5. In het kader van reddingsacties van vissen en kreeften, ter ondersteuning van de ambtenaren bedoeld in de artikelen 1 tot 3, komen de ambtenaren van het Departement Waterwegen van de Schelde, van Namen en Luik van het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen in aanmerking voor een afwijking van de artikelen 1 tot 3, 3 tot 6 en 8 tot 10 van het besluit van de Waalse Regering van 12 december 14 met het oog op :

1° de visvangst met netten;

2° het vissen, het hele jaar door, bij dag of bij nacht, van alle soorten vissen en kreeften, met inbegrip van de soorten waarvan de vangst verboden is, op alle plaatsen in de waterwegen.

Art. 6. De ambtenaren bedoeld in de artikelen 2 tot 5 komen in aanmerking voor de afwijking bedoeld bij dit besluit uitsluitend in het kader van de uitvoering van een opdracht van hun Departement, waarvan de Dienst minstens vijftien dagen op voorhand op de hoogte ervan is gebracht, behoudens behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid door hun Departement.

Op advies van de Dienst, kan de directeur-generaal van het Directoraat-generaal zich verzetten tegen de uitvoering van deze opdracht of vragen om een aanpassing ervan, als hij acht dat bedoelde opdracht de populaties vissen en kreeften onnodig in gevaar brengt.

De Dienst kan vragen om een verslag van de gegevens die gedurende deze opdracht zijn verzameld, met het oog op de verbetering van de kennis over de toestand van vis- en kreeftbestanden.

De Dienst deelt ter informatie aan de betrokken erkende hengelfederatie de gegevens mee met betrekking tot de vis- en kreeftbestanden die door de ambtenaren bedoeld in de artikelen 2 tot 5 worden verzameld in het kader van de opdrachten die ze uitvoeren en die in aanmerking zijn gekomen voor de afwijking bedoeld bij dit besluit.

Art. 7. Onder de ambtenaren bedoeld in de artikelen 2 tot 4, kunnen alleen degenen die op voorhand een specifieke opleiding inzake elektrische visvangst hebben gevolgd, deze soort visvangst uitoefenen.

Art. 8. Vóór de vangst van vissen en kreeften door de ambtenaren bedoeld in de artikelen 2 tot 5 in de waterlopen die onder het decreet van 27 maart 2014 vallen, zorgen hun respectievelijk Departementen ervoor dat de betrokken erkende hengelfederatie en de beheerder van het waterloop hierover worden ingelicht.

Wanneer de vangsten van vissen en kreeften in een waterweg gebeuren, kan de beheerder ervan zich daartegen verzetten wegens veiligheidsomstandigheden.

Indien de ambtenaren van het Departement Natuur en Bossen van het Directoraat-generaal vissen en kreeften vangen in de waterlopen bedoeld in artikel 4 van het decreet van 27 maart 2014, moet het Departement daarvoor de toestemming van de betrokken houders van het visrecht krijgen.

Art. 9. Dit besluit is van toepassing voor 2017, 2018 en 2019.

Art. 10. De Minister bevoegd voor visserij is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL
CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

[2017/201924]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 19 mars 2017 M. VANDER GEETEN, Valéry, est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans la classe A1 au titre d'attaché juriste pour le Centre pour la Cybersécurité Belgique dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1^{er} février 2017.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette notification. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST
KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

[2017/201924]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 19 maart 2017 wordt de heer VANDER GEETEN, Valéry, tot rijksambtenaar benoemd in de klasse A1 met de titel van attaché bij het Centrum voor Cybersecurity België, in een betrekking van het Franstalig taalkader, met ingang van 1 februari 2017.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief te worden toegezonden aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 Brussel.